

AP n° 2022-APC-013-IC

ARRETE PREFECTORAL COMPLEMENTAIRE

**modifiant l'arrêté préfectoral n° 2020-APC-31-IC du 21 février 2020
autorisant la société CERESIA à exploiter un complexe céréalier
sur le territoire de la commune de Reims**

**Le Préfet de la Marne
Chevalier de la Légion d'Honneur
Chevalier de l'Ordre National du Mérite**

Vu le Code de l'environnement et notamment son titre 1er du livre V ;

Vu le Code des relations entre le public et l'administration et notamment son article L.311-5 ;

Vu la nomenclature des installations classées ;

Vu l'arrêté ministériel du 4 octobre 2010 relatif à la prévention des risques accidentels au sein des installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation, et en particulier sa section V ;

Vu l'arrêté préfectoral n° 86-A-30 en date du 25 juillet 1986 autorisant la société CERESIA à exploiter un complexe céréalier comportant des silos de stockage de céréales, des stockages d'engrais liquides et solides, des produits d'enrobage de semences, une station de semences et le stockage de semences associé (hall logistique semence) sur le territoire de la commune de Reims ;

Vu l'arrêté préfectoral consolidé n° 2020-APC-31-IC du 21 février 2020 réglementant les activités exercées par la société CERESIA ;

Vu le porter à connaissance de la société CERESIA, relatif à un projet d'implantation de panneaux photovoltaïques en toiture du bâtiment station de semences et du hall logistique, transmis aux services de l'inspection des installations classées le 17 septembre 2020 ;

Vu les compléments apportés par l'exploitant sur ce dossier en date du 9 juillet 2021 par courriel ;

Vu le rapport et les propositions en date du 23 décembre 2021 de l'inspection des installations classées ;

Vu le projet d'arrêté préfectoral complémentaire porté le 30 décembre 2021 à la connaissance de l'exploitant pour observations éventuelles ;

Vu la réponse de l'exploitant validant le projet d'arrêté préfectoral complémentaire.

Considérant que la société CERESIA exploite sur le territoire de la commune de Reims des installations réglementées au titre de la législation sur les installations classées dites à autorisation ;

Considérant que la société CERESIA a transmis, par courriel le 17 septembre 2020, un dossier de porter à connaissance relatif à un projet d'implantation de panneaux photovoltaïques en toiture du bâtiment station de semences et du hall logistique ;

Considérant que des compléments au dossier pré-cité, ont été apportés par courriel en date du 9 juillet 2021 ;

Considérant que l'analyse du risque foudre (ARF) visant à protéger les intérêts mentionnés aux articles L.211-1 et L.511-1 du Code de l'environnement doit être mise à jour du fait de la modification des installations pouvant avoir des répercussions sur les données d'entrées de l'ARF ;

Considérant que le projet de modification objet du porter à connaissance mentionné ci-dessus ne constitue pas une modification substantielle de l'autorisation environnementale au sens de l'article R.181-46.I du Code de l'environnement ;

Considérant que les modifications présentées dans ce cadre ne sont pas de nature à entraîner des dangers et inconvénients significatifs pour les intérêts mentionnés à l'article L.181-3 du Code de l'environnement ;

Considérant que l'exploitant a transmis tous les éléments d'appréciation de ces modifications ;

Considérant que la nature et l'ampleur du projet de modification ne rendent pas nécessaires les consultations prévues par les articles R.181-18 et R.181-21 à R.181-32, ni la sollicitation de l'avis du conseil départemental de l'environnement et des risques sanitaires et technologiques ;

Considérant que le présent arrêté a pour objet de réviser les conditions d'exploitation du site et notamment les articles 1.2.1 et 1.2.3. de l'arrêté préfectoral du 21 février 2020 consolidé du fait des modifications apportées par l'exploitant ;

Considérant qu'il y a lieu, en conséquence, de fixer des prescriptions complémentaires pour la société CERESIA sise à Reims des dispositions prévues à l'article R.181-45 du Code de l'environnement susvisé.

Le pétitionnaire entendu ;

SUR proposition de Madame la Directrice départementale des territoires de la Marne.

ARRETE

Article 1 : Identification

La société CERESIA, dont le siège social est situé 16 boulevard du Val-de-Vesle – CS 110 005 – 51684 Reims Cedex 2, est autorisée, sous réserve du respect des prescriptions annexées au présent arrêté, à poursuivre l'exploitation de ses installations sur le territoire de la commune de Reims, 16 boulevard du Val-de-Vesle.

Article 2 : Article modifié

L'article 1.2.1. Liste des installations concernées par une rubrique de la nomenclature des installations classée, de l'arrêté préfectoral du 21 février 2020, est abrogé et remplacé comme suit :

«

Rubrique	Désignation	Caractéristique de l'installation et quantité autorisée	Régime
2160-2-a	Silos et installations de stockage en vrac de céréales, grains, produits alimentaires ou tout produit organique dégageant des poussières inflammables, y compris les stockages sous tente ou structure gonflable. 2. Autres installations : a) Si le volume total de stockage est supérieur à 15 000 m³	Silo 1 : 9 600 m³ Silo semences : 10 600 m³ Total : 20 200 m³ 1 séchoir de 2,9 MW	A
2160-1-a	Silos et installations de stockage en vrac de céréales, grains, produits alimentaires ou tout produit organique dégageant des poussières inflammables, y compris les stockages sous tente ou structure gonflable. 1. Silos plats : a) Si le volume total de stockage est supérieur à 15 000 m³	Report 1 : 56 800 m³ Report 2 : 40 000 m³ Total : 96 800 m³	E

1510-2	Entrepôts couverts (stockage de matières ou produits combustibles en quantité supérieure à 500 tonnes dans des), à l'exception des dépôts utilisés au stockage de catégories de matières, produits ou substances relevant, par ailleurs, de la présente nomenclature, des bâtiments destinés exclusivement au remisage des véhicules à moteur et de leur remorque, des établissements recevant du public et des entrepôts frigorifiques. Le volume des entrepôts étant : 2. Supérieur ou égal à 50 000 m³ mais inférieur à 300 000 m³	Stockage de semences dans un hall logistique Cellule A : 26 508 m³ Cellule BD : 8 581 m³ Cellule C : 28 281 m³ Total : 63 370 m³ 3000 palettes maximum – 4500 tonnes	E
1530-3	Papiers, cartons ou matériaux combustibles analogues, y compris les produits finis conditionnés (dépôt de), à l'exception des établissements recevant du public. Le volume susceptible d'être stocké étant : 3. Supérieur à 1 000 m³ mais inférieur ou égal à 20 000 m³.	Archives : 969 m³ ; dans le bâtiment archives Palettes de sac : 170m³ ; dans la cellule attenante à l'atelier Total : 1 139 m³	D
2175	Engrais liquide (dépôt d') en récipients de capacité unitaire supérieure ou égale à 3 000 l. Lorsque la capacité totale est : Supérieure à 100 m³	Dépôt d'engrais liquide d'une capacité égale à 4 100 m³	D
2260-1-b	Broyage, concassage, criblage, déchiquetage, ensilage, pulvérisation, trituration, granulation, nettoyage, tamisage, blutage, mélange, épluchage, décortication ou séchage par contact direct avec les gaz de combustion des substances végétales et de tous produits organiques naturels, à l'exclusion des installations dont les activités sont réalisées et classées au titre de l'une des rubriques 21xx, 22xx, 23xx, 24xx, 27xx, 3610, 3620, 3642 ou 3680. 1. Pour les activités relevant du travail mécanique, la puissance maximale de l'ensemble des machines fixes pouvant concourir simultanément au fonctionnement de l'installation étant : b) Supérieure à 100 kW mais inférieure ou égale à 500 kW	Puissance des machines du travail du grain des silos et de la fabrication des semences < 500 kW	DC
2710-2-b	Installations de collecte de déchets apportés par le producteur initial de ces déchets, à l'exclusion des installations visées à la rubrique 2719 2. Collecte de déchets non dangereux : b) Supérieur ou égal à 100 m³ et inférieur à 300 m³	Collecte de déchets non dangereux Volume maximum présent sur le site : 299 m³	DC
2714-2	Installation de transit, regroupement, tri ou préparation en vue de réutilisation de déchets non dangereux de papiers/cartons, plastiques, caoutchouc, textiles, bois à l'exclusion des activités visées aux rubriques 2710, 2711 et 2719 Le volume susceptible d'être présent dans l'installation étant : 2. Supérieur ou égal à 100 m³ mais inférieur à 1 000 m³	Volume maximum présent sur le site : 900 m³	D
2718-2	Installation de transit, regroupement ou tri de déchets dangereux, à l'exclusion des installations visées aux rubriques 2710, 2711, 2712, 2717, 2719, 2792 et 2793. La quantité de déchets susceptible d'être présente dans l'installation étant : 2. Autres cas	Quantité maximum présente sur le site : 900 kg	DC
4510-2	Dangereux pour l'environnement aquatique de catégorie aiguë 1 ou chronique 1. La quantité totale susceptible d'être présente dans l'installation étant : 2. Supérieure ou égale à 20 t mais inférieure à 100 t	XX*	DC

A : Autorisation, E : Enregistrement, D : Déclaration, DC : Déclaration contrôlée

XX* Donnée confidentielle

»

Article 3 : Article modifié

L'article 1.2.3. Consistance des installations autorisées, de l'arrêté préfectoral du 21 février 2020, est modifié comme suit :

« L'établissement comprenant l'ensemble des installations classées et connexes, est organisé de la façon suivante :

[...]

- **Panneaux photovoltaïques : 5 250 m² en toiture (pan Sud) des ateliers de station de semence et hall logistique.**

1. Station de semences

[...] La couverture est en bac acier sur laquelle repose sur une partie du pan Sud des panneaux photovoltaïques. [...]

2. Hall logistique semences

[...] La toiture est en bac acier sur laquelle repose sur une partie du pan Sud des panneaux photovoltaïques. [...] »

Article 4 : Nouvelles prescriptions

L'article 8.2.6. Installations de production d'électricité, est créé comme suit :

« Les installations de production d'électricité sont conçues, réalisées et entretenues conformément à la section V de l'arrêté ministériel du 4 octobre 2010 relatif à la prévention des risques accidentels au sein des installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation, aux dossiers déposés et aux normes en vigueur.

L'emplacement des coupures d'urgence liées à l'installation de panneaux photovoltaïques doivent être identifiées et se trouver au niveau d'accès de secours. »

Article 5 : Recours

En application de l'article R.514-3-1 du Code de l'environnement, la présente décision peut être déférée devant le Tribunal administratif de Châlons-en-Champagne - 25, rue du Lycée - 51036 Châlons-en-Champagne Cedex :

- par les demandeurs ou exploitants, dans un **délai de deux mois** à compter de la date à laquelle la décision leur a été notifiée ;
- par les tiers, personnes physiques ou morales, les communes intéressées ou leurs groupements, en raison des inconvénients ou des dangers que le fonctionnement de l'installation présente pour les intérêts mentionnés aux articles L. 211-1 et L. 511-1 du Code de l'environnement dans un délai d'un an à compter de la publication ou de l'affichage de la décision.

Article 6 : Droit des tiers

Les droits des tiers sont et demeurent expressément réservés.

Article 7 : Exécution et diffusion

Monsieur le Secrétaire général de la préfecture de la Marne, Monsieur le Directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement Grand Est, Madame la Directrice départementale des territoires de la Marne et l'inspection des installations classées, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, dont une copie sera adressée pour information à Monsieur le Sous-préfet de Reims, à la Délégation territoriale Marne de l'Agence régionale de santé (ARS), au Service interministériel de défense et de protection civile, à la Direction départementale des territoires – service urbanisme, à la Direction départementale des services d'incendie et secours, à la Direction de l'Agence de l'eau ainsi qu'à Monsieur le maire de Reims qui en donnera communication à son conseil municipal.

Notification en sera faite à Monsieur le directeur de la Société CERESIA – 16 boulevard du Val de Vesle 51100 Reims.


Monsieur le Maire de Reims procédera à l'affichage en mairie de l'arrêté pendant un mois. A l'issue de ce délai, il dressera un procès-verbal des formalités d'affichage et une copie de l'arrêté sera conservée en mairie aux fins d'information de toute personne intéressée qui, par ailleurs, pourra en obtenir une copie sur demande adressée à la Direction départementale des territoires de la Marne.

L'affichage permanent des conditions particulières d'exploitation à l'intérieur de l'établissement devra être effectué par les soins de l'exploitant.

Cet arrêté sera publié sur le site internet des services de l'Etat pendant une durée minimale de 4 mois.

Châlons-en-Champagne, le 11 FEV. 2022

Pour le Préfet et par délégation,
Le Secrétaire général



Emile SOUMBO

